

Vendredi 6 juin



Lettre ouverte de Sud Recherche à M. Damien Greffin, vice-président de la FNSEA

Nous, syndicalistes SUD Recherche élu-es du personnel au Conseil d'Administration et au Comité Social d'Administration de l'INRAE, tenons à réagir publiquement, par une lettre ouverte, à vos déclarations réitérées sur les travaux conduits par l'INRAE.

Lundi 26 mai 2025 lors du débat de « 28 minutes » d'Arte sur « Agriculture, une loi qui divise », invité en tant que vice-président de la FNSEA, vous affirmiez, au sujet des difficultés posées au secteur agricole par les retraits d'autorisation de pesticides : *« la question que vous posez là c'est celle des moyens qu'on alloue à la recherche », « depuis la guerre, on a mis très peu de moyens sur les biosolutions », « on a nos propres instituts de recherches, qui sont beaucoup plus pro-actifs que ne l'est l'INRAE aujourd'hui. L'INRAE est encore si vous voulez sur des grands princes, ils ne sortent pas des tubes à essais »*. (<https://www.arte.tv/fr/videos/127194-002-A/pesticides-le-retour/> à partir de 11'30)

Vous récidiviez car le 28 novembre 2024 à 7h04 devant les caméras, à la question de l'intervieweuse de BFMTV *« des parpaings ont été posés à l'entrée de l'INRA, c'est une nouvelle action symbolique, pourquoi ici ? »* [https://www.bfmtv.com/paris/replay-emissions/bonjour-paris/paris-un-mur-de-parpaings-a-ete-erige-devant-l-inrae-par-une-centaine-d-agriculteurs_VN-202411280341.html], vous répondiez en tant que président de la Chambre d'agriculture d'Ile-de-France : *« on vient tout simplement dénoncer l'inaction d'un certain nombre d'agences, d'offices, d'organisations qui [ne] nous apportent plus de solutions. Qu'est-ce que l'INRAE m'a apporté sur mon exploitation depuis 20 ans, depuis 30 ans ? Je suis incapable de citer une mesure. Alors qu'on a besoin...[...] Ce qui devrait être l'organisme, l'institut qui nous donne le cap, qui nous permet les nécessaires transitions, qui nous permet d'être plus résilients sur nos exploitations et aux attentes de la société vis-à-vis du changement climatique. Aujourd'hui on est incapable de citer une seule action qui nous permet finalement de bouger, de faire évoluer notre modèle. [...] On dit que ces agences-là ont un coût très important et qu'en fait il faut probablement les repenser, les remodeler, les réinventer pour que nos systèmes soient demain plus résilients, plus efficaces [...] Comment l'institut national de la recherche agronomique permet et accompagne aujourd'hui, je rappelle que c'est l'Etat ? [...] Rien, rien ne sort de concret depuis plusieurs années. »*

Sur le mur de parpaings bâti par vos camarades syndiqués FRSEA et JA d'Ile de France, vous avez tagué : INRAeSCROLO. Un escroc, par définition, c'est quelqu'un qui trompe autrui, qui fait croire quelque chose qui n'est pas vrai pour en tirer avantage. Alors de quel côté est l'escroquerie ici ?

Ainsi, la FNSEA n'aurait jamais eu son mot à dire sur les orientations de l'INRAE ? Ignorance (peu probable chez un cadre dirigeant) ou tromperie ? En effet, depuis des lustres et jusqu'à la fusion avec l'IRSTEA en 2020, le conseil d'administration de l'INRA comptait un ou une représentante de haut rang de la FNSEA (dont votre vice-présidente de l'époque Christiane Lambert puis Daniel Prieur dans les années 2010) et un ou une dirigeante des JA. Ces personnes ont TOUJOURS voté les propositions de la direction de l'INRA, par exemple l'artificialisation des champs du plateau de Saclay qui a fait disparaître des terres agricoles extrêmement fertiles et indispensables à une agriculture locale pour une région déjà fortement urbanisée. Et en cas d'absence, elles donnaient pouvoir soit au PDG soit à la PDG, ce qui montre bien la proximité du syndicalisme agricole majoritaire avec les orientations de l'institut. La représentation de la FNSEA au CA INRAE existe toujours, d'une manière plus officieuse, par une présidente de Chambre d'agriculture et un président de grande coopérative.

Vos instituts de recherches, en partie financés par de l'argent public, seraient « *beaucoup plus pro-actifs pour la recherche de biosolutions* » ? Sur la base de vos seules orientations, évidemment ! Refusant une approche systémique qui toucherait le modèle dominant de production agroindustrielle, votre mantra est : « pas d'interdiction sans solution ». Mais depuis des décennies la forteresse FNSEA contrôle avec une poigne de fer sa R&D pour tuer dans l'œuf l'émergence d'alternatives techniques dans les champs et les élevages. Les exemples sont nombreux dans les instituts techniques et Chambres d'agriculture de personnels empêchés d'œuvrer pour l'intérêt général : un agronome des systèmes économes en intrants aux études censurées a dû les publier dans un livre en 1999 ; des collègues des instituts ayant contribué à l'étude EcophytoR&D de 2010 mais n'ayant pas pu la signer ; des personnes compétentes et motivées des Chambres et institut écartées du plan Ecophyto ; l'absence de programmes de recherche sur la sortie des herbicides par la voie agronomique. Ainsi dans « vos instituts » de nombreuses et nombreux salarié-es aux grandes compétences sont empêché-es, entravé-es depuis trois décennies, privant la France de formidables progrès en agriculture. Cette pression exercée peut aller jusqu'à interdire de média des agents ayant des travaux de R&D probants sur les possibilités de transition, dans les territoires à enjeu qualité de l'eau ou sur le bien-être animal en élevage intensif. Car la FNSEA est encore et toujours plus attachée au maintien des volumes produits qu'à celui du nombre de femmes (une sur les 27 membres du CA de la FNSEA !!!) et d'hommes qui travaillent en agriculture (100 000 fermes rayées de la carte en 10 ans, un plan social silencieux).

Et pour justifier l'inertie vous recourez à l'outrance : le rendement de la betterave sucrière en l'absence d'insecticide (acétamipride) s'effondrerait de 85 à 30 tonnes/hectare. Si c'est ce qui a pu se produire sur votre exploitation, les données des rendements depuis 2018, année où les néonicotinoïdes ont été interdits, contredisent cette affirmation. Sur la base de chiffres d'Agreste, le rendement moyen de la betterave en France, sur les 4 dernières années où les néonicotinoïdes n'ont pas été utilisées (2019, 2020, 2023 et 2024), a été de 77 t/ha, et ceci malgré l'année 2020 où le rendement est tombé à 62 t/ha. En 2021 et 2022, années où les néonicotinoïdes ont été réautorisés à titre dérogatoire, les rendements ont été respectivement de 85 et 78 t/h, soit 82 t/ha en moyenne. Le chiffre de 30 t/ha annoncé n'est donc pas représentatif de la production française. Au contraire, 3 années sur 4, le rendement des betteraves sans néonicotinoïdes a été équivalent à celui obtenu avec des néonicotinoïdes. Ces données montrent que l'usage systématique d'un insecticide en enrobage de semences ne se justifie pas d'un point de vue agronomique, sans même considérer ses impacts sur les pollinisateurs. Les menaces sur la production de betterave sont d'un tout autre ordre : baisse des rendements à relier au changement climatique, baisse des surface plantées depuis la fin des quotas en 2017.

Répéter à l'envi l'absence de résultats est une insulte pour le personnel de l'INRAE. Pour reprendre l'exemple de l'émission d'Arte, c'est pour protéger la santé et l'environnement que des pesticides sont interdits. La recherche ne peut pas inventer des solutions de simple remplacement de chaque pesticide interdit dans un système agricole inchangé ; ces solutions n'existeront pas sauf à continuer à dégrader la santé et l'environnement. La réalité montrée par la recherche scientifique, c'est que les solutions pour une agriculture respectueuse de la santé et de l'environnement exigent des changements profonds des façons de produire et de consommer. Nous savons produire mieux sans détruire mais pour cela il faut accepter de produire (un peu) moins, de réaliser un changement et une diversification des pratiques en lien avec des filières plus nombreuses et complémentaires, et de favoriser une consommation alimentaire différente, moins carnée, moins sucrée et moins grasse. Ainsi, à titre d'exemple, les travaux scientifiques montrent clairement qu'une fertilisation moindre rend les cultures moins sensibles aux ravageurs, que les pratiques de rotations et de diversification favorisent en général les auxiliaires et la lutte contre les ravageurs, que les haies sont nécessaires à la préservation de ces auxiliaires, la régulation de l'eau, la protection contre les vents, l'atténuation des fortes températures, que les vaches qui mangent de l'herbe produisent plus longtemps et à moindre coût un lait de meilleure qualité en bouclant les cycles ... Il est et il sera impossible de « faire plus et mieux ». Ces changements profonds, les cadres de la FNSEA associés à l'agro-industrie refusent de les considérer. Partant même dans la direction inverse quand des responsables

irresponsables défendent la production maximale de céréales avec des engrais russes importés (1/7^e des engrais utilisés en France selon l'Unifa) au nom de la « souveraineté alimentaire » : produire plus et augmenter les GES (objectif +4°C ?) en finançant la guerre de Poutine contre l'Ukraine, c'est bien plutôt là qu'« on marche sur la tête ! »

Nous, salarié-es du service public, refusons d'être les boucs émissaires des choix politiques des dirigeants de la FNSEA qui cogèrent depuis 70 ans l'agriculture française. Devant ces tentatives répétées d'intimidation, nous, élu-es du personnel de l'INRAE, défendons une recherche publique exigeante, utile, indépendante et de qualité, sans opposition avec le monde agricole car en phase avec la société, pour aider à faire face aux enjeux monumentaux du XXI^e siècle.

Dans une démocratie, il est évident que les recherches du service public financées par la société doivent être questionnées à la lumière des périls qui menacent la production agricole, pour définir ensemble des priorités en phase avec l'intérêt général. Nous espérons ne plus lire et entendre vos affirmations malhonnêtes et qu'un débat public apaisé s'instaurera dans le respect de toutes les parties prenantes de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Nous préférons bâtir des ponts de dialogue que des murs de désinformation, sur la base des faits scientifiques expérimentalement établis. Oui au questionnement des orientations de la recherche agronomique pour produire sans détruire les humains et la planète ! Non aux manipulations de la colère paysanne en la détournant contre la recherche publique et les agences de l'Etat ! Nous avons aujourd'hui une lourde responsabilité pour imaginer et construire un monde vivable et en paix avec le vivant, pour nous et l'avenir de l'humanité tout entière.

